

Afrique du Sud : les mutations de l'ANC

Thomas MÉLONIO

La dernière conférence de l'ANC, qui s'est tenue fin décembre, marque une rupture dans son histoire : le mouvement de libération devient lentement mais sûrement un parti comme les autres et n'échappe plus aux divisions et aux luttes personnelles.

L'ANC tenait fin décembre sa 52^{ème} conférence nationale à Polokwane, dans le Nord-Est du pays (province du Limpopo). A bien des égards, cette conférence aura marqué une rupture dans l'histoire du Congrès National Africain. L'ANC, qui sera centenaire en 2012 mais se conçoit toujours comme un mouvement démocratique de libération nationale, devient, lentement mais sûrement, un parti politique de nature plus classique, et n'échappe désormais plus à des débats internes animés. Le retrait progressif de Nelson Mandela a privé l'organisation de sa figure la plus rassembleuse, laissant ouvertes les voies de la division politique et des luttes personnelles.

Enjeux de leadership

Le premier enjeu de ce Congrès était de déterminer qui, de Thabo Mbeki ou de Jacob Zuma, prendrait la tête du mouvement pour les cinq prochaines années. Dans le contexte sud-africain, il n'y a guère de possibilité que le Président de l'ANC ne devienne pas le Président du pays. En dehors de l'ANC, l'Inkatha freedom party, parti quasi-exclusivement zulu, a en effet perdu beaucoup de sa représentativité, même dans le Kwazulu-Natal, en raison de l'action très contestée de son ancien président Buthelezi au ministère de l'Intérieur. La Democratic Alliance, présidée par la maire du Cap Helen Zille, ne parvient elle toujours pas à élargir significativement sa base électorale au-delà de l'électorat blanc et métis, et semble donc vouée à échouer à constituer un bloc conservateur. Il s'agissait donc bien, à l'occasion de ce congrès, de pré-désigner le prochain Président d'Afrique du Sud. Dans ce processus de

primaires, les *branches* locales votent en amont de la conférence nationale pour désigner à la proportionnelle les délégués des neuf provinces.

Thabo Mbeki, président sortant de l'ANC et actuel chef de l'Etat (jusqu'aux prochaines élections présidentielles de 2009), sollicitait à nouveau les suffrages des membres de l'ANC. Ne pouvant pas se représenter à la Présidence de la République en 2009 après avoir exercé les deux mandats autorisés par la Constitution, sa candidature semblait avant tout destinée à barrer la route à celle de son ancien vice-président pour amorcer la candidature d'un troisième homme (ou plus vraisemblablement une femme, l'actuelle ministre des Affaires étrangères Mme Dlamini-Zuma, deuxième femme de Jacob Zuma et aujourd'hui divorcée).

De son côté, Zuma, doté d'un vrai talent oratoire et d'une indéniable popularité dans le pays, était numéro deux dans l'organigramme de la direction sortante et avait été vice-président de la République jusqu'à sa mise en examen pour viol. S'il ressortit blanchi de son procès, cette affaire consumma la rupture entre Mbeki et celui qui était alors son successeur désigné. Au cours de son procès, Zuma avait choqué en expliquant qu'il pensait avoir pris ses précautions en prenant une douche vigoureuse après avoir eu un rapport sexuel non-protégé avec cette jeune femme, dont il connaissait pourtant la séropositivité. Une déclaration inquiétante dont on peut mesurer la pertinence dans un pays où le taux de prévalence du VIH/SIDA flirte avec les 20%...

Au-delà de l'enjeu de la présidence du parti, les militants de l'ANC devaient également renouveler leur direction, composée d'un exécutif, comprenant six personnes, et d'un conseil politique, la National Executive Commission. La direction sortante, majoritairement proche de Mbeki et comprenant un nombre important de vétérans des années de lutte, s'est vue ouvertement contestée par une majorité des représentants des branches locales et des provinces. Zuma l'avait en effet emporté dans les deux tiers des provinces, avec en particulier une très forte avance dans son Kwazulu-Natal natal. Il apparut donc dès l'approche du Congrès qu'il serait difficile pour Mbeki de l'emporter, lui dont le discours inaugural fut suivi de manifestations de soutien enthousiastes et bruyantes...à Jacob Zuma. Plus surprenant encore pour qui connaît la culture du secret des mouvements de libération d'Afrique australe, des sifflets nourris saluèrent régulièrement l'apparition sur les écrans de vétérans de la lutte, conspués pour leur soutien jugé trop marqué à Mbeki pendant la période de préparation du congrès. Enfin, la Youth League de l'ANC lançait un interminable et évitable débat de séance pendant l'une des rares sessions retransmises en direct à la télévision, afin de déterminer si le

décompte des voix devait être manuel ou électronique, illustrant la perte de confiance entre les différents candidats.

Enjeux idéologiques

Il serait cependant simplificateur de réduire la rivalité entre les deux hommes à des motifs strictement personnels : un véritable choix idéologique était aussi proposé aux membres de l'ANC. Mbeki incarnait le repositionnement de l'ANC au centre-gauche de l'échiquier politique, ayant par exemple conduit une politique de réduction des déficits budgétaires et un important programme de privatisations, quand Zuma plaidait pour un « coup de barre à gauche » et une politique profitant à un plus grand nombre de Sud-africains, avec la bénédiction du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), du parti communiste sud-africain (SACP) ainsi que de l'organisation de jeunesse de l'ANC. Zuma s'est ainsi engagé à accélérer le processus de redistribution de terres, entamé à très petit rythme sous le gouvernement Mbeki, puisque moins de 1% des terres arables sont redistribuées chaque année et que 80% des terres restent détenues par des fermiers blancs. Le contre-exemple zimbabwéen plaide évidemment en faveur d'une redistribution progressive, mais Zuma s'est engagé à doubler le rythme actuel. En dehors de la question de la réforme agraire, la politique de Black Economic Empowerment a également été vertement critiquée dans son ensemble par Jacob Zuma puisque, autre symbole évoqué, près de 85% des actions de la bourse de Johannesburg détenues par des Sud-africains le sont par des blancs. Là encore, Zuma a proposé d'augmenter la redistributivité du système économique et fiscal sud-africain.

La constitution de l'ANC

Les statuts de l'ANC sont publics et décrits dans un document baptisé *Constitution de l'ANC*. Il s'agit à la fois d'un document idéologique et, plus classiquement, d'une charte décrivant l'organisation du mouvement. Cette Constitution ([cliquer ici](#) pour la version 2002) est réactualisée tous les cinq ans à l'occasion des Congrès du parti. Les objectifs de l'ANC ont ainsi été légèrement remaniés en décembre 2007. On notera, sans être en rien exhaustif, que l'ANC a rehaussé les objectifs de lutte contre le racisme dans ses objectifs, en apportant la modification suivante à l'article 3-4 : “The African National Congress shall, in his organisation and functioning, be democratic, non-racial and non-sexist and against any form

of racial, tribalistic and ethnic exclusivism or chauvinism”. En effet, devant les montées de xénophobie qui secouent la société sud-africaine face à l’afflux important de réfugiés venant du Zimbabwe et, dans une moindre mesure, du Mozambique et des deux Congos, l’ANC a souhaité rappeler que son engagement anti-raciste n’était pas qu’à vocation interne.

De la même manière que la Constitution de la Vème République fait référence à la déclaration des droits de l’homme et du citoyen dans son préambule, la Constitution de l’ANC fait référence à la [Freedom Charter](#), document fondateur de la lutte contre l’apartheid, dans son article 2.

Enfin, dans son fonctionnement politique interne, l’ANC a constitué une alliance politique tripartite originale avec le Parti communiste sud-africain (SACP) et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Le parti communiste a choisi, dans le cadre de cette alliance, de ne pas présenter de candidats aux élections, mais ses membres bénéficient d’une représentation double au sein de l’ANC, puisqu’ils votent lors des congrès comme les membres ordinaires, mais sont de surcroît représentés par un contingent de délégués réservés au parti communiste (contingent limité à un peu plus de 1% des droits de vote toutefois...). La Youth League, la Women’s League et la COSATU sont également représentés selon le même mécanisme.

Vu de l’étranger, il est incontestable que Thabo Mbeki bénéficiait d’une meilleure réputation que son adversaire, en particulier en raison des qualités réelles des ministres amenés à représenter la République sud-africaine lors de déplacement officiels, à l’image de Trevor Manuel (ministre de l’Economie et des finances) ou Nkosazana Dlamini-Zuma, tous deux très appréciés en Occident. Mais la situation politique nationale s’avère bien plus complexe que les résumés hâtifs opposant « Mbeki le vertueux » à « Zuma le populiste ». Avec un bilan macroéconomique satisfaisant, une croissance qui s’est accélérée ces trois dernières années pour tourner autour de 4,5%, une dette externe faible et en voie de résorption, Thabo Mbeki, en grand passionné de statistiques, pouvait croire s’appuyer sur un bilan suffisamment bon pour obtenir sa réélection. D’ailleurs, le discours d’ouverture du congrès prononcé par Mbeki fut essentiellement tourné vers le bilan de son action, sans guère faire d’autocritique ou de propositions originales. Reprise des slogans anciens (« A better life for all »), continuité de l’ensemble des politiques sectorielles, Mbeki aura déçu par son incapacité à tracer de nouvelles perspectives. Obsédé par la volonté de défendre la souveraineté de son pays et la nécessité de promouvoir l’idée d’une Renaissance africaine,

Thabo Mbeki s'est catégoriquement refusé à affronter, en tout cas publiquement, la réalité des maux de la société sud-africaine pour ne pas décrédibiliser cette Renaissance.

Les défis de la Nouvelle Afrique du Sud

Zuma aura finalement profité de cette brèche pour dénoncer ouvertement les ravages du Sida, de la criminalité (appelant les militants et les élus de l'ANC à soutenir la création d'une police de proximité), du chômage (qui dépasse les 30%), pour incarner le changement de manière plus crédible que le candidat sortant. Car le miracle de l'Afrique du Sud, pays que l'on disait promis à l'explosion mais qui, année après année, montre sa capacité à définir un modèle original, n'efface pas la dureté de la société sud-africaine et les difficultés du quotidien de ses habitants. Thabo Mbeki a parfois paru déconnecté de cette réalité, avouant par exemple ne connaître personne qui serait mort du Sida, dans un pays où cette maladie tue pourtant près de 500 000 personnes par an (sur 48 millions d'habitants). Les nombreux nouveaux adhérents du parti se sont également montrés insatisfaits du fonctionnement de l'équipe sortante, jugée trop centralisatrice, dérive difficilement acceptable dans un mouvement où le cri de ralliement est *Amandla, Ngawetu !*, littéralement *Power to the people* en zulu. L'association des militants à la prise des décisions importantes du parti sera un véritable défi pour l'ANC, qui revendique désormais plus de 600 000 membres, soit une augmentation de moitié en cinq ans.

Jacob Zuma, élu avec près de 61% des voix des délégués, doit désormais faire face aux attentes considérables de son parti et du pays. Il devra tout à la fois préserver l'unité d'un parti qui n'avait jamais connu un interne débat aussi vif, rassurer les classes moyennes sud-africaines, peu habituées à une rhétorique parfois radicale malgré les récentes tentatives de Zuma de se définir comme un candidat pro-business, et surtout proposer un projet politique et économique susceptible de préserver l'élan donné au pays depuis la fin de l'apartheid. Conscient de cette difficulté, Zuma a jugé nécessaire de recentrer son discours à l'issue du congrès, tout en mettant l'accent sur les points de continuité avec l'action de son prédécesseur. On s'en réjouira en matière économique et budgétaire, où Zuma s'est dit enclin à préserver les grands équilibres économiques du pays, et on s'en inquiètera aussi, par exemple en matière d'action diplomatique, Zuma n'ayant pas oublié de citer la ZANU-PF parmi ses alliés prioritaires, en dépit de l'investiture accordée par ce parti à Robert Mugabe, qui compte bien fêter ses 84 ans par une nouvelle victoire aux prochaines élections présidentielles. Un soutien d'autant plus anachronique que la détérioration de la situation au

Zimbabwe provoque un afflux de réfugiés en Afrique du Sud et des réactions de xénophobie de plus en plus nombreuses chez les Sud-Africains défavorisés.

Un parcours d'obstacles

Si ces défis ne suffisaient pas, Jacob Zuma devra affronter, en amont des élections présidentielles, trois problèmes tout à fait inédits pour un président de l'ANC :

- une certaine résurgence de l'identification ethnique, y compris au sein de l'ANC. On peut sur ce point penser que le *Zulu boy* Zuma, tel qu'il se présente lui-même, ne sera pas le plus mal placé après quelques années d'une direction Xhosa (Mandela puis Mbeki étaient originaires de l'ancien Transkei) pour démontrer la représentativité de l'ANC. Toutefois, la très large victoire de Zuma dans les primaires du Kwazulu-Natal et celle de Mbeki dans l'Eastern Cape montrent que les réflexes d'identification ethnique ont encore la vie dure.

- un procès pour corruption, qui devrait se tenir en juillet 2008 et l'empêcherait de concourir à la présidence du pays en 2009 s'il devait être condamné ;

- une cohabitation avec un exécutif (Présidence de la République et Gouvernement) qui ressort très affaibli du congrès, puisqu'en plus de la défaite du Président, la vice-présidente (Phumzile Mlambo-Ngucka), la ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense (Patrick Lekota) ont tous été battus lors des votes des délégués du congrès pour diverses fonctions internes.

Sans mésestimer l'ampleur de ces défis, on pourra néanmoins méditer l'exemple donné par l'ANC, l'un des rares partis africains capables de changer de Président contre son gré et à l'issue d'un processus démocratique et transparent, ou encore d'accepter la mise en examen de son Président alors même que le parti détient les rênes du pouvoir. Une pratique qui n'a pas manqué de provoquer l'amusement et l'envie des très nombreuses délégations de partis africains qui découvriraient ainsi les joies d'une organisation politique qui s'applique à elle-même les contraintes d'un fonctionnement démocratique. Car, au-delà de ses difficultés passagères, l'ANC reste une source d'inspiration pour la majorité des partis du continent.

Aller plus loin :

Les documents "idéologiques produits par l'ANC à l'occasion de ce congrès

<http://www.anc.org.za/ancdocs/history/conf/conference52/index.html>

A lire : l'autobiographie de Nelson Mandela : *A long walk to Freedom*

Fiche wikipedia : [http://en.wikipedia.org/wiki/Long_Walk_to_Freedom_\(book\)](http://en.wikipedia.org/wiki/Long_Walk_to_Freedom_(book))

Texte paru dans **laviedesideesfr**, le 25 janvier 2008

© **laviedesideesfr**